



Konrad
Adenauer
Stiftung

Rapport général de l'atelier final de la
série « La Prochaine Etape » sur le
thème : La bonne gouvernance contre
la radicalisation et la migration

Septembre 2016

Rapport général de l'atelier final de la série « La Prochaine Etape »

Thème : La bonne gouvernance contre la radicalisation et la migration

07 au 09 mars 2016 à l'Hôtel Univers de Niamey

La cérémonie d'ouverture

Sous la modération du Chargé de Programme Sylvain ZINSOU, la cérémonie d'ouverture a été ponctuée par trois discours. Le premier, celui de bienvenue a permis au Dr Valentin KATZER, Représentant Adjoint de la Fondation Konrad Adenauer de brièvement présenter le contexte de l'atelier ainsi que la nécessité pour la Fondation de prévenir la problématique du terrorisme au sein de la jeunesse à travers des échanges sur le lien probable entre gouvernance, radicalisation et migration pour finir par remercier le Ministre de la Jeunesse et des Sports du Niger et l'Ambassadeur d'Allemagne près le Niger pour leur disponibilité et souhaité des débats francs suivis de propositions concrètes aux participants.

La seconde intervention faite par l'Ambassadeur a consisté en un partage de quelques observations sur le thème de l'atelier au regard des dernières élections régionales en Allemagne où la CDU a été battue en raison de sa politique sur la migration. Il a ensuite souligné que l'Afrique de l'Ouest est dans une trajectoire démographique insoutenable qu'il est nécessaire de maîtriser à travers le dividende démographique afin de limiter la forte pression sur les ressources naturelles. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Ministre Salissou ADA, en charge de la Jeunesse et des Sports, qui dans son propos a féliciter la FKA pour ses différentes actions concourant à l'enracinement de la démocratie et de l'Etat de droit, notamment au Niger. Il a souligné l'intérêt du thème pour la sous-région et le Niger pour lequel la sécurité et la paix constituent des priorités surtout à cause de sa position de couloir de migration qui conduit à bien d'autres trafics. Par finir, il a remercié une fois encore la Fondation Konrad Adenauer avant de déclarer officiellement ouvert l'atelier « La prochaine Etape » sur le thème « La bonne gouvernance contre la radicalisation et la migration ».

A la suite de ces allocutions, une communication introductive a été présentée par Soulémane KOTO YERIMA sur le contexte et les différents échanges qu'il y a eu lors des trois premières éditions de la série d'ateliers « La Prochaine Etape ».

I- Les communications

1.1. Communication 1 : La bonne gouvernance et ses implications dans l'action publique, par Dr Mahamadou Danda, Ancien Premier Ministre de la transition du Niger, consultant formateur et chargé de cours à l'ENAM du Niger

Après une mise en contexte du thème soumis à son appréciation, le communicateur a procédé à une clarification des concepts de gouvernance, de bonne gouvernance, d'action publique et de politique publique. En effet, selon Dr Danda, la gouvernance est l'expression claire des objectifs et l'adéquation entre volonté politique et moyens et doit veiller au respect de la légalité et à la recherche de la rationalité et que la bonne gouvernance vise à rendre l'action publique plus efficace et plus proche du bien public et de l'intérêt général et donc plus légitime. Quant aux politiques publiques, il s'agirait de choix d'actions inscrites à l'agenda politique d'un gouvernement ou d'un conseil d'une collectivité territoriale. Les principes de la bonne gouvernance que sont l'ouverture, la participation, la responsabilité, l'efficacité et la cohérence concourent à renforcer la subsidiarité.

Abordant la question de la gouvernance et l'action publique en Afrique de l'Ouest, le communicateur note une forte opacité dans la gestion des affaires publiques caractérisé par une absence de service public de qualité, la corruption et le détournement des ressources publiques, le clientélisme à tous les niveaux, la politisation de l'administration, le décalage entre les ambitions centrales et les réalités des populations ainsi que le sentiment que l'Etat est gaspilleur, inefficace et mauvais gestionnaire alors que la bonne gouvernance recommande la réalisation d'un large consensus social, une forte participation des acteurs non étatiques, la prise en compte du pluralisme politique, l'efficacité de l'Etat central, la confiance des populations à l'égard des structures étatiques et une acceptation volontaire de la loi par les citoyens. L'observance du respect de ces principes conduirait nécessairement à l'amélioration des conditions de vie de la population et à une réduction de la radicalisation. Dans notre sous-région, pour renverser la tendance, il faudra prioritairement renforcer l'éducation citoyenne des populations pour encourager la vie démocratique, la tolérance, etc. afin de disposer de citoyens plus articulés, plus engagés et donc plus exigeants. Pour y parvenir, il importe d'accroître aussi la participation citoyenne, d'améliorer les politiques publiques et de territorialiser le développement à travers les collectivités locales. En conclusion, Dr Danda souligne que la bonne gouvernance reste l'alternative crédible si les acteurs en charge du développement de nos Etats veulent mettre fin à la radicalisation et à la migration et pour ce faire, ils doivent progressivement travailler à les actions au-delà des clivages purement égoïstes.

Les discussions qui ont suivi ont permis de revenir sur la formation de la jeunesse, la prospective en la matière, les stratégies pour l'amélioration de la gouvernance de nos états, le patriotisme comme facteur de bonne gouvernance, les pesanteurs externes des institutions de Bretton Wood inhibant l'épanouissement des populations, le mécanisme africain d'évaluation par les pairs ainsi que quelques facteurs handicapant la bonne gouvernance dans nos Etats. En synthèse à ce débat riche, l'ancien Premier Ministre, se basant sur son expérience personnelle, a invité la jeunesse à travailler à son autonomisation sur divers plan afin de pouvoir créer une rupture avec les mauvaises pratiques en cours et pour y parvenir, cette jeunesse a besoin d'établir ses priorités pour efficacement atteindre ses objectifs.

1.2. Communication 2 : Démocratie et bonne gouvernance au sein des organisations politiques par Dr Djibril Abarchi, enseignant chercheur à l'UAM de Niamey et Président de l'Association Nationale des Droits de l'Homme

Après ses observations préliminaires sur le thème central de l'atelier, notamment sur la notion de radicalisation, Dr Abarchi a procédé à la clarification des concepts d'organisations politiques et de gouvernance démocratique. Particulièrement sur la notion de parti politique en tant qu'organisation politique, il souligne que c'est le lieu par excellence d'apprentissage des réflexes démocratiques avant leur transposition au niveau national et que tout disfonctionnement au niveau des partis devra se ressentir au niveau national. Pour parler de la démocratie et la bonne gouvernance au sein des partis politiques, le communicateur, il propose deux angles de lecture des partis. Le premier consiste à considérer les partis politiques comme des entreprises à gouverner démocratiquement par la définition d'un processus décisionnel clairement défini dans les statuts et règlement intérieur et surtout le respect de ces textes en tout temps et toute circonstance. Le second angle est considérer le parti politique comme instrument de conquête du pouvoir et le défi d'une gouvernance démocratique. A ce niveau, il a sans détour souligné que la conquête du pouvoir dans un contexte de pauvreté ne fera que conduire la démocratie vers la « ventrocratie » car ceux qui ont le ventre vide ne peuvent point jouer le jeu démocratique ; mieux, la conception à géométrie variable de la conception sociale de l'Etat de droit, les clivages ethno-régionalistes conduisant à une absence de nation constituent des facteurs de mise en échec des principes démocratiques. Il a mis fin à son intervention par la citation de Jacques DERMAGE selon laquelle « les sociétés qui savent conjuguer démocratie politique et démocratie sociale sont les mieux armées pour l'avenir » avant d'inviter les participants au débat.

Les débats autour du thème et de son contenu ont permis de retenir que les partis politiques sous nos tropiques ont plus des problèmes d'hommes que de

textes et que les aînés voient la politique comme la voie de continuation de leur carrière après la retraite avec de plus en plus la constitution d'un cercle vicieux dans lequel une minorité s'accapare des ressources au détriment d'une grande majorité. Mieux, il ressort de ces échanges que nos nations sont encore en construction et que les gens ont besoin de s'identifier à un des leurs prouvant à volonté le fait que, malgré nos prédispositions pour une bonne démocratie, nous restons à la traîne car voulant souvent à la fois d'une chose et de son contraire. « Il y a un changement d'attitude qui nous attend et que nous ne sommes pas prêt à réaliser » retiendra le communicateur au terme des échanges.

En marge de ces échanges, Mr ZINSOU a suggéré aux jeunes de :

- Réfléchir sur un consensus de formation politique des jeunes dans la sous-région qui devra constituer l'outil de formation des militants des partis politiques,
- Faire en sorte que tout responsable politique soit issu de ceux qui ont suivi ce curriculum de formation
- Veiller à un appareil judiciaire fonctionnel et crédible dans nos pays.

1.3. Communication 3 : La prévention des crises par la promotion des principes de bonne gouvernance, par Abas MALLAM en lieu et place de Me Boubakar Oumarou

Démarrant son intervention par des propos liminaires, Mr MALLAM souligne que la bonne gouvernance constitue l'ultime solution pour régler nombre de problèmes et qu'il importe donc de parler de la prévention des crises par la promotion de la bonne gouvernance dans nos pays. Par la suite, en dehors de la clarification du concept de bonne gouvernance, il retiendra avec les participants que crises sont des situations d'instabilité, de fragilité, de précarité ou même de folie qui peuvent être d'ordre social, économique, politique et même environnemental. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les crises selon ce dernier dont entre autre la corruption, la mauvaise répartition des ressources, l'inégalité, l'exclusion, les frustrations diverses, la manque de confiance entre acteurs ainsi que la suspicion généralisée. Pour sa part, pour que la bonne gouvernance serve à prévenir les crises, il faut le respect et l'observation effective des critères des principes afin d'anticiper sur les facteurs pouvant engendrer des situations de crises de toutes natures. La promotion de la bonne gouvernance pour plus de stabilité devrait permettre donc de mieux comprendre les acteurs, mieux cerner les enjeux et de comprendre et prendre en compte les besoins et intérêts des uns et des autres.

Le débat qui a suivi la présentation méthodique du communicateur aux participants de faire de nombreuses contributions sur le sujet et de poser quelques questions en lien avec la lutte contre la corruption, la décentralisation comme gage d'implication des populations à la base dans la gestion des affaires

publiques, l'indépendance de la justice, le faible niveau d'instruction des élus locaux. A toutes ces préoccupations, Mr MALLAM a apporté des réponses pratiques pour montrer combien chaque individu est responsable de la situation car généralement l'on évalue en faisant abstraction de soi alors que chacun devrait s'évaluer en matière de bonne gouvernance dans nos différentes actions. Mieux, il reste convaincu, et il l'a démontré par des exemples, que le développement n'est pas lié au niveau intellectuel des dirigeants de la même manière que l'indépendance de la justice ne devrait pas être vue juste sous l'angle des gouvernants uniquement mais aussi au niveau du comportement interventionniste des citoyens au sein de l'appareil judiciaire.

1.4. Communication 4 : La société civile, la bonne gouvernance et la lutte contre l'extrémisme dans la vie publique, par Aminou Laouli, Coordonnateur National PDEV II, Coordonnateur Nationale de SOS Civisme Niger

La problématique de l'extrémisme est généralement mal perçue par tout le monde or chacun de nous peut être extrémiste selon le sujet en discussion d'après Mr Laouli qui a clarifié les concepts de société civile, de bonne gouvernance et d'extrémisme 'violent' qui est l'expression de l'état d'esprit, des croyances et actions des personnes qui soutiennent ou utilisent la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques. Abordant les moteurs politiques et institutionnelles qui conduisent à l'extrémisme, il relève l'absence d'élections libres, inclusives et compétitives à des intervalles réguliers, le non-respect de l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs, le non-respect des droits de l'homme, l'absence d'inclusion, de redevabilité et la corruption et enfin une absence de l'accès équitables de tous aux ressources du pays.

Sur le rôle de la société civile dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre l'extrémisme violent, le communicateur note son appui à l'organisation d'élections générales libres, transparentes, inclusive et la promotion de l'Etat de droit et des droits humains, l'appui à la participation des citoyens dans le processus de prise de décision, le renforcement du contrôle citoyen de l'action publique et la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Il conclut son propos en invitant la jeunesse à prendre ses responsabilités de façon constructive afin de faire face à l'extrémisme et aux facteurs politiques qui y contribuent.

Le rôle de la société civile dans la pacification, la crédibilisation et transparence dans les élections a fait l'objet de discussion et il a été fortement recommandé que les acteurs travaillent à se crédibiliser et à faire en sorte que nos élections ne souffrent d'insuffisances notoires mettant à mal la stabilité de nos pays. Mieux, la question de l'extrémisme sous toutes ses formes a fait l'objet d'échanges fructueux au cours du débat. Ces discussions ont permis de retenir que l'Afrique de l'Ouest doit travailler à corriger les inégalités, répressions et autres exclusions

pour éviter toute radicalisation et que l'Afrique doit de plus en plus investir dans la production du savoir endogènes en vue de permettre une meilleure appréhension de nos maux.

1.5. Communication 5 : Les Worldwide Governance Indicators : comment mesurer la bonne gouvernance ?, par Mr Abdoulahi Garba, Economiste, cadre de la Banque Mondiale au Niger

L'économiste de la Banque mondiale a de manière brève fait découvrir l'outil de son institution pour appréhender la gouvernance d'un pays. En effet, la CPIA permet de diagnostiquer les différentes dimensions institutionnelles et de la politique d'une stratégie efficace de développement donc de réduction de la pauvreté. Cet outil compte 16 indicateurs répartis en 4 groupes à savoir :

- la gestion économique
- les politiques structurelles
- les politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité
- la gestion et les institutions du secteur public.

L'évaluation permet d'attribuer une note à chacun des 16 indicateurs selon la perception de la situation par les acteurs afin, qu'après agrégation d'obtenir la note du pays. L'exemple du Niger pour le compte de l'année 2015 a permis aux participants de mieux comprendre l'outil.

Après avoir présenté la situation peu reluisante de nos pays africains, Mr Garba a émis deux perspectives :

- une bonne gouvernance en termes de choix et de mise en œuvre des politiques publiques, d'efficacité dans la gestion des ressources publiques, d'équité sociale est fondamentale pour le Niger afin de faire face aux défis structurels auxquels le pays fait face
- le CPIA est un outil qui couvre la gouvernance au sens large et les pays peuvent s'inspirer pour développer une démarche inclusive pour améliorer les différents indicateurs.

Le débat qui a suivi son intervention a porté sur les accusations d'influence de la Banque Mondiale dans l'endettement de nos pays, les actions de la banque à l'endroit de la société civile et de la presse, la vulgarisation du logiciel BOOST de suivi de la gestion budgétaire, le lien entre la solvabilité et l'accès au crédit ainsi que les différentes possibilités de la Banque Mondiale pour mettre pression sur nos Etats en vue d'une bonne gouvernance des ressources allouées. Sans détour, le communicateur a demandé à ce que nos dirigeants apprennent à s'assumer car s'il faut reconnaître que les influences externes ne manquent pas, il n'est pas moins vrai que le mal est d'abord interne aux pays. Il a fini par exhorter les cadres de nos pays à plus de compétence et une meilleure gestion des ressources

car sans une bonne gouvernance par ces derniers et les autorités, il ne faut plus penser au développement et il a invité la jeunesse et les acteurs de la société civile à plus mettre la pression sur les autorités pour une gestion efficiente des ressources allouées au lieu de parler d'imposition des partenaires.

II- Les carrefours de réflexion

2.1. Carrefour de réflexion : La reddition des comptes et bonne gouvernance : comment contrôler la gouvernance ?, par Mr Oumarou Akali Ango, économiste, ancien membre de la Cour des Comptes

Cette rencontre du savoir sur comment contrôler la gouvernance dans nos Etats a été très interactive. Le facilitateur a orienté le sujet sous l'angle de la reddition des comptes en matière de finances publiques avec pour exemple le cas nigérien basé sur son expérience en tant que membre de la cour des comptes qui est un maillon important du contrôle de la gouvernance. En effet, après quelques clarification, notamment celle de reddition, il a été procédé à un répertoire des causes de mauvaise gouvernance ainsi que les conséquences y relatifs avant de voir ensemble avec les participants quelques rare cas parfois théoriques de bonne gouvernance. Des échanges entre le facilitateur et les participants, il ressort que le contrôle de l'action gouvernementale constitue un pilier de la bonne gouvernance et devrait passer par un bon fonctionnement des institutions et leur indépendance, l'information du public, l'intégrité, l'éthique et la déontologie, la valorisation des bonne pratique ainsi que la prise de sanction, notamment la répression des agents fautifs. Pour une bonne reddition des comptes, il est nécessaire d'avoir une définition claire des attributions et des responsabilités de chaque acteur de la chaine de gestion des deniers publiques, de veiller au respect d'un cadre juridique et administratif clair et de veiller aux différents délais pour le dépôts des comptes de gestion afin que l'on puisse procéder à leur contrôle et prévenir ou arrêter les cas de mauvaise gestion. L'idéal aurait été un contrôle à priori mais à défaut, le contrôle à postérieur doit se faire à temps et à intervalle régulier. Le débat final a tourné autour de la faiblesse du taux d'exécution des budget et de consommation des crédits, le maquillage des compte public, la perception des cours de compte comme institutions cosmétiques qui ne permettent aux citoyens d'avoir les informations issues de leurs travaux ni de sanctionner les auteurs de mal gouvernance, ainsi que sur l'acceptation et l'application des directives de l'UEMOA.

2.2. Carrefour de Réflexion : Bonne gouvernance at its best : cas du droit d'accès à l'information d'intérêt général et le côté sombre de la gouvernance : la corruption, par Mr Ali Idrissa, Coordonnateur de ROTAB Niger

Basant l'ensemble de son intervention sur des exemples pratiques du Niger, le facilitateur a montré combien de fois l'information est utile dans le cadre de la veille citoyenne dans nos différents pays. Pour mieux étayer son argumentaire, Mr Idrissa a fait cas de la situation nigérienne en matière d'exploitation des ressources minières, domaine dans lequel son organisation s'investit sérieusement. Cette production représentant 70% des recettes d'exportation ne contribue globalement qu'à moins de 5% des recettes de l'Etat. Cette information lorsqu'elle est connue des citoyens et autres organisations de la société civile permet de mieux formuler les doléances et de discuter avec les acteurs en vue de l'amélioration de la situation. Malheureusement fera constaté le facilitateur, l'accès à l'information, même d'intérêt général n'est pas toujours facile et la veille dans les domaines de la gestion des ressources naturelles exposent souvent leur auteur à divers risques allant des menaces aux tentatives de corruption par les multinationales et même certaines autorités qui ont des intérêts égoïstes. Il s'est néanmoins félicité dans le cas du Niger que le gouvernement de la transition ait adopté en 2011 une charte d'accès à l'information publique. L'information étant la première matière première du contrôle citoyen, elle permet de prévenir et lutter efficacement contre la corruption et sans information toute action serait vaine. En définitive, il a invité les participants à déjà appliquer la notion d'accès à l'information au niveau de leurs organisations respectives tant sociales que politiques. Ce carrefour de réflexion a été enrichi par des contributions sur le cas de l'électricité en Côte d'Ivoire récemment, du pétrole et de la gestion de l'espace aérien au Togo et des exonérations pour la Nouvelle Cimenterie du Bénin.

III- Elaboration de l'Agenda 2020 : Vision de l'Afrique par les participants

Sous la modération de Mr ZINSOU Sylvain, les travaux ont permis aux jeunes participants, partant des défis majeurs retenus à Lomé et ayant fait objet d'échanges lors des ateliers d'Abidjan, de Ouagadougou et de Niamey, d'établir un agenda de leur perception de la l'espace CEDEAO à l'horizon 2020. Au terme des échanges en groupe et lors de la plénière, les participants ont retenu ce qui suit :

Agenda 2020 des jeunes

3.1. Vision

A l'horizon 2020, l'Afrique de l'ouest est intégrée et stable, bien gouvernée avec des jeunes éduqués et engagés à tous les niveaux.

3.2. Perspectives 2020 de la sous-région

DEFIS	Situation actuelle	OBJECTIFS SECTORIELS	ACTIONS
<u>EDUCATION</u>	- Baisse de la qualité d'éducation - Insuffisance d'infrastructures - Inadéquation entre les formations et les besoins d'emplois - Désintéressement de l'Etat vis-à-vis de l'éducation	Faire du secteur de l'éducation une priorité qui bâtit des citoyens engagés, actifs et responsables au service de la gouvernance publique.	- Définition d'une politique en matière d'éducation - Définition des curricula de formations - Construction d'écoles dans les zones reculées et la valorisation du système de cantine scolaire - Former plus de personnels à l'éducation - Pourvoir aux postes d'enseignant au niveau local - Garantir un plan de carrière de l'enseignant
<u>BONNE GOUVERNANCE</u>	- Refus de mise en retraite des ayants droits - Exclusion - Mauvaise organisation des élections - Mauvaise répartition des agents de l'Etat - Corruption - Impunité - Ingérence de l'exécutif dans le judiciaire et le législatif	Promouvoir un Etat de droit respectueux des principes universels de bonne gouvernance.	- Libre accès de l'information - Respects des textes et lois. - Répartitions efficaces et rationnelles des ressources - Reddition des comptes - Contrôle citoyen de l'action publique - Organisation d'élections libres, transparentes et inclusives - Indépendance de la justice

	- Non-respect des lois et règlements		
<u>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE</u>	- Absence d'une économie de transformation - Utilisation d'outils rudimentaires dans le domaine agricole - Problème de l'énergie	Construire une économie productive et viable au niveau local et régional dans le respect des normes environnementales.	- Identification des potentialités locales dans une logique des avantages comparatifs - Assainissement de l'environnement des affaires - Modernisation de l'agriculture et de l'élevage, renforcement des centres de recherche agronomiques ainsi que la spécialisation pas filière ces centres. - Libéralisation du secteur de l'énergie
<u>INTEGRATION</u>	-	Faire de la sous-région un pôle de développement intégré.	- Accélération la coopération Sud-Sud entre pays membre de la communauté - Vulgarisation et respect des normes communautaires de l'intégration - Développement des infrastructures routières, transport et énergétique - Moderniser la gestion des états civils - Plaidoyer auprès des chefs d'Etat pour un transfert d'une partie de la souveraineté nationale en matière d'intégration.
<u>SANTE</u>	- Manque d'infrastructures - Manque de compétences - Manque de personnel dans les	Renforcer les conditions sanitaires des populations par le développement des	- Construction des infrastructures sanitaires - Renforcement des plateaux techniques

	zones reculées (mauvaise gestion des ressources humaines) - Difficultés d'accès financier aux soins de santé - Mauvaises pratiques des agents de santé	infrastructures et mécanismes de protection sociale	- Formation des agents -
<u>SECURITE</u>	- Extrémisme - Délinquance juvénile - Criminalité - Terrorisme - Insécurité alimentaire	Renforcer le système de sécurité pour prévenir et contenir les élans extrémistes et terroristes	- Renforcer le système sécuritaire et former les agents sécuritaires sur les droits de l'homme - Mener des actions de prévention aux actions menant à l'extrémisme et au terrorisme
<u>EMPLOI</u>	- Taux de chômage élevé - Précarité - Absence de conditions cadre de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat - Inadéquation entre la formation et l'emploi - Fraude dans les concours de recrutement à la fonction publique - Inégale accès à l'emploi	Améliorer les conditions socioéconomiques des jeunes	- Développement des outils et instruments d'appui à l'auto-emploi des jeunes. - Favoriser l'auto-emploi en finançant les projets liés à l'entrepreneuriat - Favoriser la formation technique et professionnelle - Alléger les taux d'imposition de PME et PMI - Mettre en place un mécanisme de régulation de l'emploi

3.3. Les moyens nécessaires et la mobilisation des ressources

3.4. Les conditions de réussites

La cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture fut fort simple et très courte. Elle a été marquée par les propos de félicitations et de remerciement du Représentant Adjoint de la Fondation, Dr Katzer, pour les échanges, discussions et propositions qu'il a invité à poursuivre sur différentes plateformes virtuelles, notamment l'académie virtuelle de la fondation. Par finir il a souhaité un bon retour à chacun et émis le vœu de voir rapidement la synthèse des réflexions menées.